

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 663 - 7 novembre 1997 - Prix 2,50 F



Les emplois jeunes : Un nouvel espoir un défi : réussir



par
Yannick CHÉNEAU,
membre du Secrétariat Fédéral

● L'actualité chaque jour nous amène son lot d'événements. Les choses vont vite, très vite. Tout le monde ressent bien que nous sommes à un moment charnière.

C'était hier la Conférence Nationale sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail. Le CNPF annonçait clairement la couleur : «le dialogue social va être rompu».

Quelques jours après, la principale organisation patronale des transports met les menaces à exécution et quitte la table des négociations. Les tueurs sévissent, comme l'avait annoncé Jean Gandois, laissant ainsi toute une profession sans autre recours que l'action.

Les positions du grand patronat confortées par les propos de la droite sont inqualifiables.

Ils cherchent à multiplier les obstacles afin d'éviter toute réponse aux attentes formulées par les Françaises et les Français. Ils cherchent à durcir le climat social créant ainsi une situation sociale et économique malsaine pour le pays.

Ils ont oublié que les Français ont fait en juin dernier un autre choix qui rompt avec les politiques antérieures. Ils veulent être écoutés et entendus.

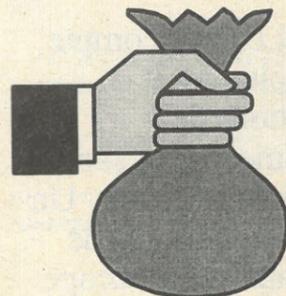
Jean-Claude Gayssot en déclarant devant le Club de la Presse d'Europe 1 «Je m'engage devant le pays et devant les transporteurs routiers à ce que le gouvernement fasse tout ce qui sera en son pouvoir pour que cette fois-ci les décisions soient appliquées concrètement et de manière vérifiée» donne le ton.

Tout confirme que les idées de progrès, la voie vers des changements dans notre pays ne se fera pas sans les citoyens.

Les obstacles à surmonter sont nombreux, le patronat et la droite en font aujourd'hui la démonstration.

L'intervention citoyenne telle que la proposent les communistes, doit se développer à tous les niveaux parce qu'elle est indissociable de toute idée de changement.

● Le budget de l'Etat : y a-t-il possibilité de rompre avec les précédents. Les financiers peuvent payer : la preuve
Lire en page 7



● Tout le programme de la fête de l'agglo qui se déroulera les 22 et 23 novembre à la Trocardière à Rezé.

Fête de l'Agglo

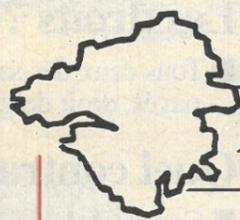
La Trocardière - REZÉ



Samedi 22. Dimanche 23 Novembre 1997

6 francs

● Moins de 6,00 F par jour, c'est ce dont disposent 1 300 000 000 êtres humains sur notre planète. Ces chiffres qui viennent d'être révélés sur la pauvreté, indiquent qu'en France, 11 % des ménages vivent dans la pauvreté.



ACTUALITÉ

● SAVENAY

● Espaces Citoyens : c'est parti et bien parti.
Lire page 8

● PAS DE RECONDUITE A LA FRONTIÈRE

● Mobilisation à Nantes avec les élus communistes contre la demande du Préfet de reconduite d'une jeune iranienne à la frontière.
Lire page 6

● SOIRÉE DE GALA

● Soirée de gala pour 350 lectrices, lecteurs et diffuseurs de l'Humanité avec le Cirque Pinder.
Lire en page 6

Les emplois-je

Le pays compte plus de 3 millions de chômeurs, un sur 5 à moins de 25 ans. Un jeune de moins de 30 ans sur 5 occupe un emploi précaire. Derrière ces chiffres des vies sont broyées. S'achemine-t-on vers une société où les jeunes n'ont plus leur place ?



Après des années d'enfer social, la Nouvelle Loi soulève d'immenses espoirs pour la jeunesse. Va-t-on vers la fin des petits boulots sans lendemain, payés au rabais ? Les jeunes se précipitent vers les nouveaux métiers à temps plein et rémunérés au minimum au SMIC. Des interrogations légitimes demeurent : que deviendront-ils dans cinq ans ? Seront-ils embauchés ? Quelles seront leur formation et leur rémunération ? Ouvrons le dossier.

Emplois jeunes : comment ça marche

Après l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi, différents points sont à retenir :

● Qui peut bénéficier de ces emplois ?

- Les jeunes de 18 à 26 ans à la recherche d'un emploi
- Les jeunes âgés de 26 à 30 ans handicapés ou ne bénéficiant pas d'allocation chômage
- Les jeunes titulaires d'un CES, d'un CEC, d'un emploi ville.

● Diplôme ?

- Les jeunes diplômés ou non diplômés de tous les niveaux de qualifications, peuvent postuler. Seule, l'Education Nationale exige au minimum le BAC.

● A qui s'adresser pour déposer sa candidature ?

- Aux ANPE, PAIO, Missions Locales, Rectorat pour l'Education Nationale

● Qui recrute ?

- Les collectivités locales, la SNCF, l'Education Nationale, la Police, la Justice, les Associations, les Mutuelles qui recouvrent une aide de l'Etat non cumulable avec d'autres aides à l'emploi.

● Le salaire ?

- Le SMIC comme minimum (financé à 80 % par l'Etat et 20 % par l'employeur).

● Les droits ?

- Tous ceux des salariés relatifs au code du travail (droits syndicaux, congés payés, droit de grève...)

● Quel contrat ?

- Contrat à durée déterminée de 60 mois ou indéterminée.

L'action des Députés Communistes dans le débat parlementaire a permis de faire évoluer le contour de la loi sur des questions fondamentales apportant ainsi à son application plus de sécurité pour les jeunes et également d'infléchir toute conception de précarité et idées de «petits boulots».

C'est ainsi qu'apparaissent clairement dans la loi, des notions tel que :

- métiers nouveaux
- emplois supplémentaires
- emplois durables
- activités professionnelles avec action de qualification
- emplois à temps plein
- pérennisation de l'emploi

Il y a donc bien des possibilités nouvelles qui peuvent par la durée de cinq années permettre d'améliorer, pérenniser, changer les mentalités, appliquer la réduction du temps de travail, infléchir la logique de l'utilisation de l'argent pour qu'il soit consacré à l'emploi plutôt qu'à la spéculation.

Quels métiers pour les emplois jeunes

Une liste de 56 métiers a été établie, une liste des emplois jeunes possibles à créer. Elle se veut indicative et non limitative et concerne une large plage de domaines.

Citons parmi ceux-ci :

La sécurité, le tourisme, l'éducation, la culture, le logement, la famille et la santé, l'environnement, les sports et loisirs.

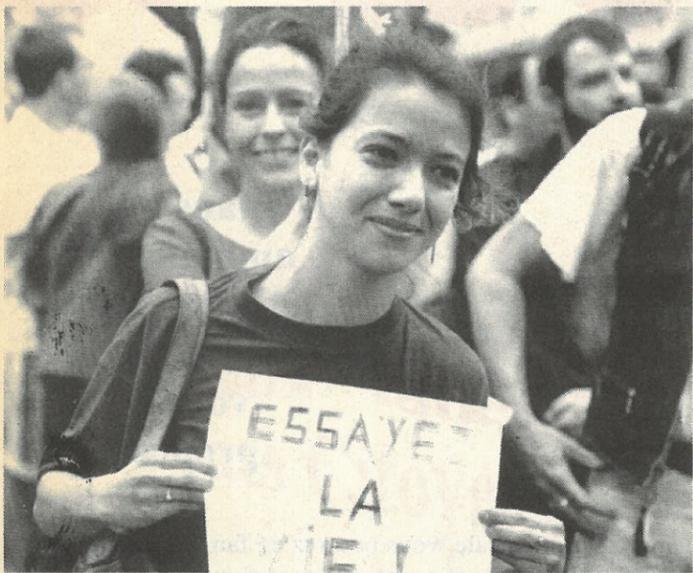
Plus précisément, ils peuvent concourir à :

- l'encouragement à la pratique des sports
- faciliter l'intégration des personnes handicapées dans leur vie quotidienne
- participer à la protection des espaces naturels publics.
- développer des activités culturelles de quartiers

unes

● Un nouvel espoir ● Un défi : réussir

Ce
qu'ils
en
pensent



Aider au financement

Robert Hue, lors des journées parlementaires, a fait des propositions concrètes pour aider au financement de l'emploi jeunes par les collectivités locales.

Dans le même temps, André Lajoinie a écrit au 1^{er} Ministre afin que des mesures soient prises.

Les Elus Communistes et Républicains de notre département ont décidé de s'adresser au Préfet en ce sens.

4 axes de propositions :

- en finir avec la surcompression imposée à la CNRACL qui grève les finances locales.

- modifier la fiscalité locale appliquée aux entreprises en portant par exemple de 0,35 % à 1 %, le taux de cotisation minimale de la taxe professionnelle et en relevant le plafond des cotisations.

- baisser le taux d'intérêts des prêts bancaires afin de permettre aux collectivités de prendre une part active à la relance de l'économie locale et à la création d'emplois.

- imaginer une taxation des actifs financiers des entreprises qui spéculent par exemple, par l'instauration d'un prélèvement de 0,5 % en faveur des collectivités locales.

- lutter contre les dégradations en habitat collectif, ou faciliter les demandes des locataires par une personnalisation de l'accueil

- accompagner et soutenir les élèves en difficultés

- permettre à toutes les populations d'accéder aux nouvelles technologies de l'information (multimédias, internet, CDROM).

Frédéric, 22 ans

«Après les CES, les CEI, etc. le nouveau gouvernement n'avait le choix que de proposer des emplois à la jeunesse. J'espère que ce n'est pas uniquement une mesure électorale.

Je connais beaucoup de mes copains qui galèrent de chômage en petit boulot et il est vrai qu'avec ces emplois jeunes, ils seront tranquilles pendant cinq ans. Mais au bout de ces cinq ans, que vont-ils devenir ? Il faudrait remplacer rapidement tous les départs en retraite par l'embauche de jeunes.

Les besoins sont énormes. Il faudrait imposer plus d'emplois dans les services publics et privés. De toutes façons, il faut toujours se battre pour obtenir quelque chose !»

Jérôme, 18 ans

«J'estime que les jeunes des quartiers populaires sont trop livrés à eux-mêmes. Il leur faut un centre de rencontre qui soit géré par les jeunes mais encadré par des médiateurs qui seraient des jeunes du quartier employés sous un contrat emploi-jeunes.

Je pense aussi que pour l'entretien des cités, le person-

nel de l'OPAC pourrait être assisté de jeunes qui y habitent.

«Il n'y a pas de temps à perdre, dit-il, il faut que ça bouge. Avec d'autres copains, avec la Jeunesse Communiste, on va s'exprimer, on va se faire entendre, il faut que ça réussisse !»

Mathilde, 25 ans

«Ma première réaction est positive. D'abord parce qu'il part des besoins de la jeunesse et c'est une rupture avec les logiques précédentes des autres gouvernements de droite, c'est un espoir pour de nombreux jeunes (qui se sont inscrits en grand nombre pour un emploi). Vous savez rien n'est pire que de ne pas être utile dans cette société à 20 ans ! Mais ce plan comporte des aspects contradictoires : il n'est pas à durée indéterminée puisqu'il n'est valable que pour cinq ans. Beaucoup va dépendre maintenant de la

manière dont les jeunes et les salariés concernés vont réagir pour pérenniser ces emplois. Si au bout de cinq ans des métiers se révèlent indispensables et rentrent dans le cas du développement et du renouvellement du service public, ne faut-il pas envisager à présent, l'embauche définitive sous statuts publics ? Il faut aussi poser les questions de «passerelle» avec accession aux concours internes de la fonction publique avec reconnaissance des qualifications acquises pendant ces cinq années.

PASTIS
51

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE,
CONSOMMEZ AVEC MODERATION.



Votre vignette

Fête de l'Agglo
La Trocardière - REZÉ

abolition de l'esclavage
1848
150^e anniversaire

Samedi 22. Dimanche 23 Novembre 1997
Bon de Soutien 25 Francs
donnant droit à l'entrée gratuite Samedi et Dimanche

l'Humanité **Humanité dimanche**

Recevez gratuitement chez vous après la fête début 98 un exemplaire de la nouvelle formule de l'Humanité Dimanche

Remplissez le bulletin de participation au dos, et Remettez - le à la fête au stand de l'Humanité Dimanche

ORGANISÉE PAR LES SECTIONS
DU PARTI COMMUNISTE DE
L'AGGLOMERATION NANTAISE

Votre vignette bon de soutien au prix de 25 francs vous donne droit à l'entrée gratuite sur la fête le samedi et le dimanche.

Fête d

Samedi 22 Soirée Cabaret avec Animation Musicale

dans une
ambiance de
fête, une soirée
sympathique
vous est
proposée

Autour d'une animation musicale, vous pourrez en famille ou avec des amis, alterner entre le dîner, les dégustations et quelques pas de danse de 19 h 00 à 1 h 00 du matin.
Deux restaurants vous accueilleront

● **chez DANIEL**

une entrée, une pizza, fromage ou dessert pour 40 F.

● **chez MARXIM'S**

un dîner autour du pot au feu avec pour entrée une salade de la mer, salade verte, fromage, coupe de fruits pour 60 F



et à partir de
23 heures
la SOUPE
à l'OIGNON

L'organisation de la diffusion de la vignette, le développement des initiatives publiques autour de celle-ci sont au centre de l'activité des Communistes et d'organisations du Parti dans l'agglomération nantaise.

Faire connaître la Fête, faire venir les Communistes et sympathisants, aller vers tous ces gens qui observent favorablement le Parti Communiste aujourd'hui, c'est garantir le succès de cette nouvelle Fête de l'Agglo.

Dans les cellules, les discussions vont bon train afin d'éviter l'étroitesse de la diffusion, de bannir les mau-

vaises habitudes, d'aider le plus grand nombre possible de Communistes à être des propagandistes de la fête.

«Il faut aller vers les gens nous disait Paul, afin que notre Fête ne se prépare pas à quelques uns mais avec un maximum de gens. Aujourd'hui, nous avons besoin de lieux de solidarité, de débat et d'action et la Fête réunit tout cela avec ce côté festif et bon enfant qu'il est proposé de lui donner».

Mettons notre Fête à la portée de tous avec hardiesse et ténacité, engageons une grande, une très grande diffusion de la vignette afin d'assurer le succès de cette Fête 1997.

Mais également

une **CREPERIE** avec un ensemble de spécialités et sa bolée de cidre, le coin **Moules-frites**, le **Bar du Tram**, le **Palais de la Bière**, le coin **Café et son pouce**

quel que soit votre budget, vous pourrez passer une agréable soirée.

Pour assurer votre soirée, vous pouvez dès maintenant réserver votre place : - au restaurant « **chez Daniel** » en téléphonant au 02 40 84 43 68 et au 02 40 35 69 43 l'après-midi, pour le restaurant « **chez Marxim's** »

LA TROCARDIÈRE

le l'Aggla

Dimanche 23

**Expo - Jeux - Spectacles
Débats Citoyens**

LA PROGRAMMATION ARTISTIQUE

Le 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage oblige, nous accueillerons sur la Fête, des groupes symbolisant les liens du trafic triangulaire.

Le groupe antillais Igo Drane avec 7 chanteurs et musiciens qui animeront les deux restaurants de la Fête et évolueront durant l'après-midi dans celle-ci.

Le village africain du groupe Telama, de la musique afro traditionnelle avec du théâtre, des danses et des contes pour enfants.

L'EXPO ET LA RENCONTRE du 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage

L'expo et la rencontre du 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage.

Initiative culturelle et politique de notre Fête 1997, l'expo donnera lieu à une rencontre à 11 heures avec, entre autres, des personnalités et associations sur le thème de l'esclavage.

LE DÉBAT CITOYEN à 16 heures

L'espace politique de la Fête comprendra un espace citoyen au cours duquel les participants pourront s'exprimer, échanger sur la situation politique actuelle, la construction du changement et la transformation sociale, avec la participation de Michèle Guzman, membre du Bureau National du Parti Communiste Français. Cette initiative permettra aux participants de s'inscrire dans le débat politique, de s'investir sur la Fête en tant que citoyens, concrétisant ainsi le lien de solidarité, d'échanges, de débat que nous voulons instituer comme mode de vie et démarche politique du Parti Communiste Français.

TOUT SUR LA FÊTE

Restaurants

- Chez Marxim's
Repas gourmet le midi à 70 F
- Chez Daniel
Repas antillais le midi à 50 F
- Crêperie
Moules-frites, etc.

Dégustation

- Produits régionaux avec vos vins pour les fêtes
- Les huîtres de la Baie de Bourgneuf

Exposition

- Une exposition nationale pour le 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Solidarité

- Solidarité avec les Femmes Algériennes

Jeunesse

- Politique et sport autour de la JC et de l'UEC avec un grand concours de baby foot.

Spectacle

- Dans le cadre du 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage.
Production de groupes antillais et africains

Débat citoyen

- Différents espaces seront organisés et particulièrement avec Michel Guzman, membre du bureau national à 16 heures.

Espace enfants

- De 14 h 30 à 17 h 30 animation, maquillage, jeux, etc.

Culture

- Cité du livre avec les dédicaces d'auteurs locaux

Jeux

- Attractions, dégustations sur les différents stands

RE - REZÉ

SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 NOVEMBRE

IMMIGRATION :

Le Parti Communiste propose l'abrogation des lois Pasqua et Debré, l'abandon

IMMIGRATION

LE DÉBAT REBONDIT

Le Parti communiste a de tout temps accordé une grande attention aux questions de l'immigration dans le sens de la priorité au respect de la personne humaine, de l'accueil, du droit d'asile des personnes présentes depuis longtemps en vue de leur intégration, refusant ainsi la haine et la division.

Les communistes ont été actifs pour contester les lois Pasqua-Debré et ont soutenu vigoureusement l'action des sans-papiers en 1996, lutte relayée en février dernier par le mouvement des cinéastes et des intellectuels pour l'abrogation de ces lois.

Cet ensemble de luttes et de prises de position ont joué un rôle important dans la défaite de la droite en juin dernier et dans la constitution de la majorité de la gauche plurielle.

Le gouvernement se propose de légiférer à nouveau sur l'immigration et la nationalité. Il y aura débat au Parlement de ce projet de loi qui comporte des avancées intéressantes comme sur le droit d'asile et le droit du sol et que la Commission consultative des droits de l'homme a déjà proposé d'améliorer dans le sens des droits de la personne. Il ne rompt cependant pas avec l'esprit de suspicion et de répression des lois Pasqua-Debré et ne les abroge pas.

Comment ne pas le regretter? Mais le dernier mot n'est pas dit. Les députés communistes, quant à eux, participent à ce débat à l'Assemblée nationale et dans le pays. «Nous ferons des propositions», annonce Robert Hue. Il y a une série de questions sur lesquelles nous allons intervenir. Par exemple, le Parti communiste est attaché au droit du sol dès la naissance. De même, il faut supprimer les certificats d'hébergement. L'urgence d'une loi plus juste se fait vivement sentir, qui prenne en compte les enjeux actuels des migrations humaines, de codéveloppement avec les pays d'immigration et de nouveaux rapports Nord-Sud, qui s'accompagnent d'une lutte efficace contre l'immigration clandestine, et la répression des exploités du travail clandestin. Il est heureux que le mouvement citoyen se fasse entendre dans ce débat pour aboutir à une nouvelle politique d'immigration plus équilibrée et plus efficace, respectueuse des valeurs de la République.

des Certificats d'hébergement et une redéfinition de la politique d'immigration.

▶ NANTES : DES PERSONNES NON DES CHIFFRES

Le 9 octobre 1997, au Tribunal Administratif de Nantes, comparait une jeune femme d'origine iranienne que le Préfet voulait reconduire à la frontière, à destination de l'Iran et au péril de sa vie.

Lors de cette audience, les Elus Communistes présents ont mesuré les effets néfastes des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré.

Car lors de son intervention, la représentante du Préfet nous a parlé de la gestion des dossiers en terme de statistiques.

Mais est-ce que les solutions aux problèmes des personnes en situation irrégulière doivent se limiter à des approches purement statistiques.

Derrière les chiffres, il y a des êtres humains qui souffrent ou ont souffert dans leur chair et psychologiquement, qui veulent aujourd'hui retrouver leur dignité, qui veulent vivre et refaire leur vie en France. Dignité et vie qu'on leur refuse dans leur pays d'origine.

Alors pourquoi invo-

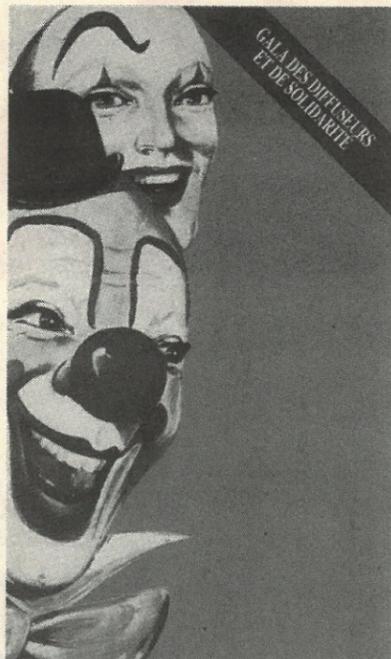
quer des statistiques alors qu'une personne risque sa vie si on la reconduit dans son pays d'origine ?

Suite au jugement du Tribunal Administratif, les Elus Communistes, dans un communiqué de presse ont tenu à faire part de leur indignation «par rapport au zèle déployé par la Préfecture de Nantes, concernant les arrêtés d'expulsion du territoire français à l'encontre des étrangers sans papiers» et ont condamné «la décision du Tribunal d'entériner l'arrêté du préfet, de reconduite à la frontière vers un autre pays non déterminé» pour la jeune femme iranienne.

Profitant de la visite de Marie-Georges BUFFET, Ministre de la Jeunesse et des Sports, un dossier a été remis à ses collaborateurs pour attirer son attention sur ce cas concret.

Est-ce cela et l'action des Elus Communistes qui a amené le Préfet à assouplir sa décision ?

▶ Soirée de gala avec l'Humanité



CIRQUE PINDER JEAN RICHARD

Soirée de Gala, le lundi 27 octobre où 350 lectrices et lecteurs de l'Humanité étaient invités à la séance du Cirque Pinder à Nantes.

C'est dans une ambiance que seul le cirque et ses artistes savent créer, et souvent en famille que le déplacement vers le terre-plein de l'Ile Gloriette, s'était effectué.

Auparavant, une chaleureuse réception s'était déroulée à la Fédération en

présence de Patrick Staat, Directeur des ventes de l'Humanité, et Catherine Allégret. Lors de celle-ci, qui se déroulait la veille où le Comité National abordait les questions de la presse communiste, Patrick Staat devait rappeler le rôle spécifique de l'Humanité, et souligner les efforts indispensables afin de lui donner toute sa place dans la vie politique présente.

«Dans le débat actuel, devait-il souligner, notre presse a un rôle déterminant pour aller vers la construction politique que nous voulons. Discuter de son contenu, de son apport pour les Communistes mais bien au-delà pour une multitude de nos concitoyens, est porteur d'espoir. Toutefois, notre presse est en danger, en danger car sa diffusion est trop faible. Il nous faut dans les jours, les semaines et les mois qui viennent fournir des efforts exceptionnels pour relancer son niveau de diffusion».

SUR  LIE

Domaine de *Guérande*
MUSCADET SÈVRE ET MAINE

APPELLATION
MUSCADET SÈVRE ET MAINE
CONTRÔLÉE

Dégustation-Vente

Mis en bouteille par

Marcel JUSSIAUME, Viticulteur

"Guérande", 44430 LE LOROUX-BOTTEREAU - FRANCE

Fournisseur sur la fête de l'humanité
au stand de la Loire Atlantique



MAZDA
l'ampes et appareils d'éclairage

10, rue Gaëtan Rondeau
44000 NANTES

A propos du Budget de l'Etat

Alors que se discute le budget de l'Etat pour 1998 à l'Assemblée Nationale, la question qui se pose est de savoir s'il est possible d'obtenir de nouvelles recettes sans pour cela pénaliser une nouvelle fois les familles et les salariés. Voici quelques propositions :

Pistes pour de nouvelles recettes budgétaires de l'Etat

Quelques propositions	Gains pour le budget (en milliards de francs)
Relèvement de l'impôt sur la fortune	16
Création de tranches supplémentaires d'impôt sur les hauts revenus 55 %, 60 %, 65 %	5
Réduction de l'abattement d'impôt sur les revenus des actions	4
Relèvement de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués	10
Réduction de moitié de l'avantage au titre de l'avoir fiscal	7,8
Taxation des mouvements des capitaux	10
Impôt sur le capital non réinvesti	5

Pour le budget de la sécurité sociale

Propositions	Recettes supplémentaires (en milliards de francs)
Taxation des revenus financiers au même titre que les salariés (14,6 %) :	
• Sur les revenus financiers des ménages aisés	54
• Sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières.	113
TOTAL	167

Les financiers doivent payer : la preuve

528 millions de francs

C'est le montant des bénéfices nets du groupe Bouygues au premier semestre 1997. Après une perte de 146 millions de francs l'an dernier sur la même période, ce résultat provient quasi exclusivement d'un changement des méthodes comptables. Sans cette modification, le résultat courant aurait, semble-t-il, stagné. Le groupe explique qu'il a voulu « améliorer la clarté et les transparences des comptes vis-à-vis des marchés financiers ».

Le grand public retiendra qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant les informations financières des grands groupes et que la sincérité en ce domaine est à ranger au rayon des pertes et profits.

La Bourse de Paris

Au Palais Brongnard, le formidable mouvement de hausse qui a débuté en 1982 a offert aux actionnaires un rendement annuel proche de 14 %.

Aux USA, depuis le début de la décennie, le patrimoine des actionnaires s'est accru de 30 000 milliards de francs, soit quatre fois le produit intérieur brut de la France.

Pour les fêtes de fin d'année, la Fédération vous propose une sélection de produits régionaux en direct des producteurs.



Muscadet sur Lie à partir de **21 Fr.**

Gros Plant à partir de **12,50 Fr.**

Des Bordeaux millésimés à partir de **30 Fr.**

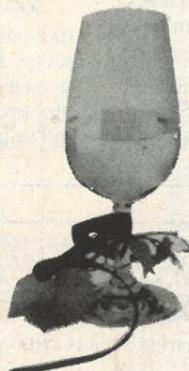
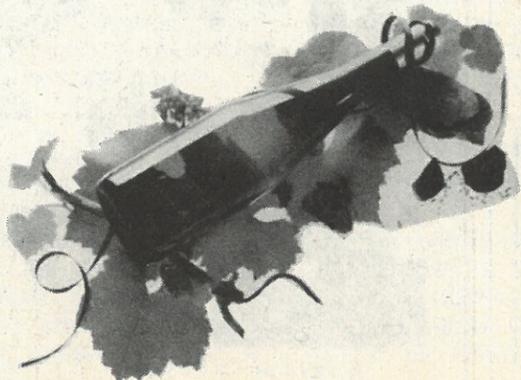
Des Bourgognes millésimés à partir de **50 Fr.**

Des blancs liquoreux à partir de **50 Fr.**

Du Champagne à partir de **100 Fr.**

Des Huîtres à partir de **130 Fr.** la bourriche de 100

Mais aussi du Pineau des Charentes, du Chocolat Belge et du foie gras.



En vous proposant de commander ses produits, la Fédération vous permet de faire un choix. Ce choix est un choix militant pour deux raisons :

- Permettre un lien direct entre le producteur et le consommateur
- Bénéficier de prix défiant toute concurrence dont la fédération peut vous faire profiter.

En vous remerciant de votre confiance.

NB : Il vous sera possible de passer vos commandes au stand « Produits régionaux » de la Fête de l'Agglomération Nantaise où à la Fédération (Tél : 0240350300).

Le Parti Communiste a lancé l'idée de lieux nouveaux à la disposition de celles et ceux qui aspirent à de réels changements et entendent agir ensemble en leur faveur. Ces Espaces Citoyens se créent actuellement dans tout le pays, dans les localités, les entreprises, aujourd'hui à Savenay.

Espace Citoyen : Savenay

L'initiative en revient à l'organisation locale du PCF. La chose est nouvelle. Elle fait l'objet d'une découverte et d'une expérimentation, ne s'appuyant sur aucune expérience préalable tout-à-fait équivalente.

Le travail de préparation a été approfondi et véritablement collectif. Il a été établi des listes d'invité(e)s sur la base des appels à voter pour la liste de gauche aux élections municipales de 1995, des signataires de la première pétition en faveur d'un Référendum sur la monnaie unique, et des appels à voter pour la candidature Batteux-Teillant, dans la 8ème circonscription, aux élections législatives de juin 1997. Un courrier personnalisé par une étiquette-adresse nominative, a été ainsi remis à près de 200 personnes, la plupart du temps de la main à la main. L'initiative a été en outre rendue publique dans la presse et par le numéro d'octobre du journal mensuel de la cellule locale, le Réveil du Sillon.

L'accueil a été généralement bon et a donné l'occasion d'expliquer le sens de cette démarche de création d'un Espace-Citoyen. Beaucoup de ceux à qui il a été possible de l'exposer plus à fond se sont particulièrement montrés sensibles au côté pluriel, solidaire et conviviale de l'Espace Citoyen.

La participation à la première réunion du 23 octobre a cepen-



Une large discussion comme ici lors d'un débat

tant été encore trop limitée. La différence avec une réunion publique du parti et toute la nouveauté de la démarche de type Espace-Citoyen n'ont pas été encore suffisamment perçues. Mais ce n'est que le premier pas d'un processus destiné à s'inscrire dans la durée. Il a néanmoins été possible que les participants puissent entamer de premières discussions sur, par exemple, la CSG et les emplois-jeunes. Ils ont également adop-

té, après en avoir amendé le projet, une Charte de Création de l'Espace-Citoyen de Savenay (voir extraits ci-joints) les premiers participants devenant ainsi les membres-fondateurs de celui-ci.

La décision de solliciter d'autres inscriptions à l'Espace-Citoyen a été prise, et dès le lendemain, les membres-fondateurs ont reçu un formulaire en ce sens accompagnant le texte de la Charte de Fondation. La

date de la prochaine réunion a d'ores et déjà été fixée : elle aura lieu le 27 novembre, sur le thème des Emplois-Jeunes à Savenay. Toutes ces décisions vont faire l'objet d'une annonce dans la presse locale, non plus sous l'étiquette du Parti Communiste, mais sous celle de l'Espace-Citoyen lui-même.

Les premiers pas, même modestes, de l'Espace-Citoyen de Savenay, sont cependant déjà riches d'enseignements et porteurs d'espoirs.

Charte de création de l'Espace Citoyen de Savenay (Extraits)

Nous signataires de cette **Charte de Création**, sommes divers : citoyens sans appartenance à un parti politique, militants syndicaux ou politiques, élus locaux, animateurs d'associations. Nos expériences, nos préoccupations, nos itinéraires sont variés. En même temps, nous avons en commun des valeurs fortes. Nous avons contribué, en juin dernier, à battre la droite, son arrogance et ses calculs politiques. Nous nous sommes réjouis de la mise en place d'un gouvernement rassemblant la gauche dans sa pluralité. Nous partageons le même refus des injustices, le même espoir de voir le changement réussir. Nous attendons de la gauche qu'elle mette en œuvre de grandes réformes de structure indispensables à sa réussite.

Cela relève, certes, de la responsabilité du gouvernement, des ministres et des parlementaires. En même temps, nous considérons qu'ensemble, nous devons davantage nous faire entendre et nous faire respecter.

D'autant plus que la place occupée aujourd'hui dans l'espace public par les forces du conformisme et la résignation nous semble bien trop importante.

Des **espaces-citoyens** se créent actuellement dans tout le pays. Ces lieux nouveaux répondant à un vrai besoin, et dont le PCF a lancé l'idée, sont entièrement à la disposition de celles et ceux qui souhaitent être tenus informés, être écoutés, avoir prise sur les événements, celles et ceux qui aspirent à de réels changements et entendent agir ensemble en leur faveur.

C'est un tel lieu que nous pre-

nons ensemble aujourd'hui l'initiative de créer à Savenay.

Il sera :

- Un **lieu de solidarité** pour nous rencontrer, retisser des liens de fraternité et de convivialité.

- Un **lieu de débat**, de confrontation de nos idées et de nos expériences, où nous pourrions nous retrouver périodiquement, nous parler, apprendre les uns des autres.

- Un **lieu d'action**, de travail, de construction, qui nous permette de contribuer ensemble à la recherche de solutions neuves aux problèmes posés et à ceux qui se présenteront.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »

S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Yannick CHENEAU

Associés à parts égales :
MM. M. PRODEAU, J.-C. GIRAUD

PUBLICITE : Tél. 02.40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 02.40.35.03.00 - TÉLÉCOPIE : 02.40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE - Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX

DLE
Devin Lemarchand
Environnement

la technique maîtrisée

Erdre Active - La Bérangerais - 5, rue de la Catalogne
44240 LA CHAPPELLE SUR ERDRE
Téléphone 02.40.77.89.89 - Télécopie 02.40.77.80.48